



EDA est une association loi 1901 dont l'objectif est de promouvoir un développement qui mette en œuvre le droit de chaque être humain à vivre dignement dans un environnement sain, et à participer démocratiquement à la vie publique.

Ce droit implique que nos actions d'aujourd'hui ne génèrent pas de nuisances irréversibles pour les générations futures. Les choix en matière d'approvisionnement en énergie et leurs conséquences à long terme sont au cœur de nos réflexions. Nous participons aux travaux de l'Association Nationale des Commissions et Comités locaux d'Information (ANCLLI) ainsi qu'aux dialogues organisés par l'ASNR.

Adresse : MRES - 5 rue Jules de Vicq - 59800 Lille  
Site web : [www.eda-lille.org](http://www.eda-lille.org)  
Contact : Anita Villers  
Tél. 06 16 66 83 51  
[anita.villers@free.fr](mailto:anita.villers@free.fr)

## Le point de vue de EDA

### EN BREF.

Le PNGMDR en cours de débat (édition 2027-2031) ne conserve pas exactement la même organisation ni les mêmes rôles que l'édition précédente (2022-2026).

Le nouveau projet introduit une « Commission orientations du PNGMDR » présidée par une personnalité indépendante. Principaux objectifs : mettre l'accent sur des groupes de travail spécifiques (crise, résilience, Cigéo) et sur une transparence accrue avec évaluation environnementale et consultation publique renforcée. Dans ce cadre nous exprimons les remarques qui suivent.



## UN DÉBAT MARQUÉ PAR DES LACUNES ET DE NOMBREUSES INCERTITUDES

### Lacunes

La lacune initiale réside dans le fait d'avoir démarré le programme électronucléaire qui inmanquablement produirait des déchets toxiques dont certains connus pour l'être à très très long terme sans avoir précisément étudié leur gestion : les décideurs faisaient confiance aux technologies à venir.

Il aurait également été bon de tirer régulièrement des bilans des solutions expérimentées. Nous ne savons pas si cela a été fait, en tout cas, sauf erreur de notre part, cela n'a pas été publié. Sauf bien heureusement pour la catastrophe immersive dans la mer pratiquée au début !

Le premier PNGMDR de 2007-2009 de même que les suivants comportent des inventaires et des recherches de solutions mais pas de bilans.

### Incertitudes

- la première et la plus lourde est le fait que la PPE-3 n'a toujours pas été publiée et que sa publication en elle-même est incertaine
- la France est dans une situation d'instabilité politique, sociale et financière
- l'équilibre géopolitique mondial est dans une période de turbulences
- l'avenir du parc électro-nucléaire français est difficilement lisible : vieillissement et tentative de prolonger encore les centrales existantes
- difficultés techniques de montée en puissance pour l'EPR1 de Flamanville
- retards répétés et dépassements budgétaires pour le programme EPR2, flou sur les projets SMR annoncés
- si la situation financière de l'ANDRA est robuste, en revanche celle d'EDF est catastrophique, ce qui risque à terme de nuire à ce financement de l'ANDRA

## UN DÉBAT CHRONOPHAGE

Outre les réunions publiques appelées ateliers en présentiel, le débat est fractionné en 8 webinaires thématiques de deux heures chacun. S'y ajoute un webinaire "la parole aux associations", organisé à la suite d'un appel à participation, avec une représentation majoritaire d'associations favorables au nucléaire. Le dispositif comporte encore un «tribunal pour les générations futures» et un groupe citoyen dont les contributions permettent un mode d'expression proche des attentes des citoyens non organisés en demande d'information. Cette démultiplication du dispositif se révèle épuisante pour les structures qui souhaitent rédiger un cahier d'acteurs.

S'y ajoute le fait que l'animation des webinaires confiée à des professionnels de la communication génère l'impression d'être considérés comme des consommateurs plus que comme des citoyens, contrairement aux ressentis des précédentes consultations. S'il a le mérite de donner des informations, il n'est pas destiné à modifier des décisions qui, pour la plupart, sont déjà prises et dont certaines sont contestables car de nombreuses questions se posent.

## UN DÉBAT QUI CONFIRME LA COMPLEXITÉ DE LA GESTION DES DÉCHETS RADIOACTIFS

Quoi qu'il en soit, de nombreux déchets ont déjà été produits, leur quantité ne peut qu'augmenter, et leur gestion n'est pas résolue de manière satisfaisante : il est urgent de s'en occuper.

Leur grande diversité nécessite de considérer une à une les différentes catégories.

### TFA – Très faible activité

Pour éviter de gérer et de financer leur stockage, en valoriser le plus possible grâce à des techniques « dites » innovantes :

- de l'ordre de 500 000 tonnes de métaux faiblement radioactifs provenant essentiellement des démantèlements ou du remplacement de générateurs de vapeur au sein du **technocentre** qu'EDF souhaite construire à Fessenheim, projet qui a fait l'objet d'un récent débat suite à la modification des seuils de libération.
- et pourquoi pas, prochainement, utiliser aussi les gravats et bétons provenant des futurs démantèlements ?
- à Malvés, ORANO propose de produire des engrais pour l'agriculture en traitant les eaux ayant servi à la fabrication des combustibles à partir des minerais d'uranium ; ces eaux sont stockées dans de vastes lagunes. Le dossier de demande d'autorisation de création de la future usine dédiée à cette production vient d'être déposé.

## FAVL - Faible Activité Vie Longue

Ils ne bénéficient pas de classification européenne officielle. Constitués de catégories différentes (radifères – bitumes – graphites et RTCU - résidus de traitement conversion de l'uranium), ils nécessitent des conditions de stockages spécifiques ce qui implique qu'ils ne peuvent être regroupés sur un même site. Restés sans solutions dans les plans précédents, **ils sont dorénavant au cœur des objectifs de ce 6ème plan.**

Les solutions d'entreposage à faible profondeur proposées en 2008 aux responsables de 3115 communes possédant des couches argileuses propices ont toutes échoué. Les maires et populations concernés ont catégoriquement refusé.

Les déchets historiques sont dispersés (Cadarache, Marcoule, Saclay, Itteville..) et, de l'aveu même des producteurs, peu d'études ont été menées pour ceux des 9 réacteurs graphite gaz. **Beaucoup de connaissances sont encore à acquérir** pour une gestion optimisée (graphites irradiés notamment). Dans certains silos provisoires les colis non conformes nécessitent un reconditionnement en vue de leur gestion pérenne : **des impératifs à intégrer dans le prochain plan**

C'est suite aux dispositions préconisées par le 5ème PNGMDR, qu'un groupe de travail piloté par la Direction Générale Énergie Climat (DEGC) multi acteurs a été créé pour analyser les multi critères dont il faudra tenir compte d'autant que, pour les solutions à venir, de nouvelles contraintes sont à respecter : Groupe de Travail Analyse Multi Acteurs-Multi-Critères auquel participe l'association EDA.

### Options étudiées :

- anciennes mines en France ? Des études montrant de graves lacunes de gestion après leur fermeture, les anciens producteurs continuant à les minimiser, cette solution n'a pas fait consensus
- stockages historiques tel le CSM Centre de stockage de la Manche à la Hague ? Option rejetée elle aussi : les travaux actuels concernent la reprise de la couverture du site et non l'éventualité de l'accueil de nouveaux déchets
- prévision d'extension du CSA Centre de stockage de l'Aube : Soullaines, Morvilliers (Cirès) ?
- nouveaux sites à prévoir ? Où ? Les aléas climatiques à venir pèsent sur la recherche de solutions qui « pourraient » être retenues



Centre de Stockage de l'Aube Crédit Photos EDA

- certains déchets FAVL faute de solutions, dans le futur site de stockage profond, CIGEO ?

## HA et MAVL - Haute et Moyenne Activité Vie Longue

Actuellement conditionnés et temporairement entreposés notamment à la Hague, ils sont destinés à être stockés à 500 mètres de profondeur dans **CIGEO**, centre situé en Meuse et Haute Marne qui vient d'obtenir un avis favorable de la part de l'ASNR.

### Questions concernant les inventaires communiqués par l'ANDRA :

- des tonnes de matières n'en font pas partie car susceptibles d'être valorisables mais à quel horizon ?  
Face à leur accumulation permanente, où prévoir des surfaces disponibles et fiables en attente d'hypothétiques réemplois ?
- de même pour le projet AVAL du futur proposé par ORANO pour lequel il s'agit de recycler les combustibles usés de MOX : est-ce réaliste ? S'il ne se révèle pas aussi pertinent que prévu, au final devront-ils rejoindre Cigéo ?

Faut-il envisager dès à présent des espaces dans CIGEO pour accueillir ces combustibles sans possibilité de réemploi. A noter concernant le recyclage d'uranium appauvri sur 320 000T, seules 90 T sont considérées comme réutilisables ce qui confirme la nécessité de zones de stockage à envisager (cf P.Barbey - ACRO)

- quid des déchets étrangers recyclés par ORANO dont une partie reste en France et éligibles à l'enfouissement profond ainsi que les déchets FAVL sans solution (cf Greenpeace)
- Quid de la nécessité impérieuse de construire de nouvelles piscines pour stocker les combustibles usés, la saturation des piscines actuelles nécessitant des prouesses pour accueillir les flux actuels.

### ALORS QUE FAIRE ?

De grandes quantités de déchets ont déjà été produites sans solution pérenne. Les actuelles capacités de gestion sont proches de la saturation. D'autres déchets vont encore être produits, difficilement quantifiables, en raison de l'avenir du parc électro-nucléaire évoqué ci-dessus, ainsi que celui des installations mises hors-service : un héritage toxique pour les générations futures (cf comité éthique).

#### Quelles alternatives ?

Elles existent mais n'ont pas été retenues ni même étudiées. Le choix de l'enfouissement profond comme seule option a orienté les recherches et travaux actuels et à venir.

Selon le CEDA - Comité d'expertise et de dialogue sur les alternatives au stockage en couche géologique profonde « La temporalité de la disponibilité d'une solution alternative est un facteur important au regard des recherches en cours, à venir, et de leur transposition en solution industrielle... » : Fission, transmutation, séparation d'éléments radioactifs tels iode, chlore, américium, sélénium, carbone... les recherches à l'échelon international sont aussi en cours mais rien de concret n'est envisageable avant plusieurs dizaines d'années.

Selon G.Mercadal, « Des entreposages de longue durée (ELD) surveillés et à reconditionner si besoin restent l'alternative la plus probante actuellement. Ils offrent l'avantage de pouvoir décider d'une autre solution d'ici 200 ans ».

Bernard Laponche (Global Chance) estime aussi cette durée de 200 ans comme temps nécessaire de réflexion pour éviter de commencer un stockage profond qui pourrait s'avérer inutile et qui, en aucun cas ne résout le problème d'une gestion qui consiste à cacher sous terre et oublier, ou, comme autrefois, à immerger en mer avant interdiction. Nous adhérons à ces propositions que nous avons exprimées à plusieurs reprises.

Il n'est peut-être pas si urgent de se précipiter vers la solution CIGEO. Il est clair que dans ces conditions les coûts sont impossibles à estimer.

#### Les coûts : un problème majeur

Nous ne sommes pas les seuls à le rappeler. Quel que soit le domaine de la production électronucléaire. Ils sont importants, très difficiles à évaluer et ne cessent de déraiper au fil des années. Comment leur financement sera-t-il assuré ?

### CONCLUSION

Depuis plus de 50 ans nous assistons à **une fuite en avant permanente** concernant la gestion ou la valorisation des matières et déchets de toutes catégories.

Leur accumulation continue ne doit pas conduire à des solutions dont nous ne pouvons actuellement mesurer les conséquences à très très long terme. La durée de vie des déchets nucléaires pose un grave problème éthique car il est impossible d'anticiper l'évolution des solutions apportées à leur gestion et ce fardeau concernera des centaines de générations à venir.

#### Nous ne pouvons que rappeler nos options fondamentales déjà maintes fois exposées :

- programmer une sortie progressive du nucléaire
- ne pas poursuivre le projet CIGEO, qui n'offre qu'une sûreté passive
- recourir à des entreposages en subsurface, décentralisés
- ne pas libérer les seuils pour les TFA, car la libération entraînerait une perte de traçabilité source de **risques sanitaires impossibles à évaluer**.

Enfin signalons que nous sommes très inquiets devant la diminution des moyens de surveillance des autorités de contrôle liée à la fusion ASN-IRSN, quelle que soit la conscience professionnelle des personnes en charge de ce travail.

**Pour toutes ces raisons, nous nous opposons à l'adoption en l'état de ce projet de 6ème PNGMDR.**

